

## LE BULLETIN

7 octobre 2022

### Résultats électoraux

	CAQ	PLQ	QS	PQ	PCQ
% DES VOIX	41 %	14,4 %	15,4 %	14,6 %	12,9 %
2022	90 sièges	21 sièges	11 sièges	3 sièges	0 siège
2018	74 sièges	32 sièges	10 sièges	9 sièges	-

### À venir

1. Assermentation des députés
2. Formation du conseil des ministres
3. Formation des cabinets fantômes
4. Rentrée parlementaire
5. Discours inaugural



## **90 / 125 – LA DOMINATION DE LA CAQ**

La victoire écrasante de la CAQ s'explique en partie par le nombre de partis aspirant à former l'opposition, mais il faut aussi reconnaître que François Legault a été le seul candidat crédible à s'adresser véritablement à la majorité francophone. En définitive, les autres partis se sont cantonnés à représenter une région, comme ce fut le cas du Parti libéral et de Québec solidaire avec Montréal, ou à être le parti d'une idée, comme le Parti Québécois et son désir de réaliser l'indépendance.

Si la victoire de M. Legault n'est une surprise pour personne, elle reste historique. Il s'agit des premiers gouvernements majoritaires successifs par un même parti depuis ceux de Lucien Bouchard et Jacques Parizeau avec le Parti Québécois dans les années 1990. C'est aussi la première fois depuis Robert Bourassa aux élections de 1989 qu'un parti remporte plus de 90 sièges. Cette réussite en dit long sur l'appui généralisé que Legault recueille auprès de la population – notamment dans les régions qui ont tourné le dos aux autres formations politiques.

### **Ce qu'il faut en retenir**

Cette élection vient confirmer le nouveau paysage politique du Québec marqué par la fin des querelles fédéralistes-souverainistes des 50 dernières années. Si les contours de cette nouvelle dynamique politique restent flous, la CAQ possède la latitude requise pour mettre en œuvre son programme retardé par la lutte à la pandémie. Bien que certains craignent un gouvernement arrogant, le gouvernement Legault reste soucieux de ses appuis populaires et n'hésitera pas à changer de cap malgré sa forte majorité de sièges. Par contre, l'incertitude économique pourrait s'avérer un défi aussi complexe que la gestion de la pandémie avec des répercussions possibles sur sa popularité.



## L'OPPOSITION - UN CHAMP DE RUINES

Bien que 59% de la population ait opté pour une autre formation que la CAQ, tous les partis d'opposition, à l'exception de Québec solidaire, se retrouvent avec moins de sièges qu'au déclenchement des élections. Mais surtout, ils ont tous récolté moins de votes qu'en 2018, à l'exception du Parti conservateur du Québec d'Éric Duhaime. Une petite autopsie s'impose.

Dans les circonstances, le Parti libéral peut se réjouir de demeurer l'opposition officielle malgré la perte d'environ 400 000 votes et sa disparition de la carte électorale hors de la grande région de Montréal et de deux autres circonscriptions. Mais les défis de bâtir des liens avec l'électorat francophone et de conserver l'intérêt de base demeurent. Avec l'ambition de poursuivre sur la lancée de 2018, Québec solidaire n'a pas réussi à ravir de nouveaux sièges hors de Montréal et des circonscriptions à Québec et Sherbrooke qu'il possédait déjà. Au net, QS compte un siège de plus, mais sans réel progrès en termes de votes. Pour le Parti Québécois, sa survie et la bonne campagne de leur chef constituent une forme de victoire, mais la perte de sept sièges et de 80 000 voix pèsera lourd sur la formation. Enfin, le Parti conservateur a échoué dans sa tentative de faire son entrée à l'Assemblée nationale par la voie électorale. Cela dit, avec 530 786 votes, Éric Duhaime a réussi à sortir le PCQ de la marginalité politique.

### **Ce qu'il faut en retenir**

Les partis d'opposition devront se rendre à l'évidence que leurs propositions ne rejoignent pas les électeurs hors de Montréal, de Laval et dans quelques châteaux forts, si une telle chose existe encore. Un examen de conscience aura lieu au cours des prochains mois. Par contre, il s'agissait d'une première campagne pour tous les chefs des partis d'opposition. Ce fait pourrait calmer l'envie de changer de leaders d'ici le prochain scrutin. Ceci pourrait aussi expliquer l'empressement des chefs de parler du système électoral plutôt que de leur capacité à rejoindre l'électorat francophone et les régions.



## RÉFORME ÉLECTORALE OU RÉFORME PARLEMENTAIRE

En raison de l'élection sans précédent avec quatre partis d'opposition autour de 15% du vote et environ 45% des électeurs représentés par seulement 14 députés élus (soit environ 11% des sièges), le sujet de la réforme électorale s'est rapidement imposé dans l'espace public. Selon plusieurs, un système électoral avec une composante proportionnelle aurait permis de réduire les distorsions des résultats.

La CAQ avait promis une telle réforme en 2018. Avant de reculer, François Legault était allé jusqu'à dire qu'il n'imiterait pas Justin Trudeau qui avait renoncé à une telle réforme au fédéral. Questionné dès le lendemain du vote, M. Legault, qui a affirmé durant la campagne que la réforme démocratique n'intéressait que "les intellectuels" a rapidement écarté du revers de la main l'idée de relancer le débat. Il a plutôt recadré la question en parlant d'une réforme parlementaire qui donnerait plus de pouvoir aux députés de l'opposition. Cette idée a l'avantage de ne pas nécessiter de projet de loi. Cependant, elle nécessiterait des sacrifices de la part des Libéraux qui devraient laisser aller certains de leurs privilèges d'opposition officielle pour faire de la place au Parti Québécois et à Québec solidaire.

### Ce qu'il faut en retenir

En déviant le débat de la réforme électorale vers la réforme parlementaire, le premier ministre tente visiblement de faire porter le fardeau à Dominique Anglade qui devra donner son accord pour une telle réforme. La cheffe libérale a tenté, un peu maladroitement, de renvoyer la balle à M. Legault en arguant que les deux réformes allaient nécessairement de pair. Mais, avec tous les problèmes auxquels fait face le Parti libéral suite à sa pire performance en 155 ans d'histoire, est-ce que Mme Anglade peut réellement se permettre de risquer qu'on lui appose l'étiquette « antidémocratique » en privant les oppositions, qui ont obtenu, par ailleurs, des résultats similaires, d'une voix forte à l'assemblée?